



***Contribution de la coopération transfrontalière  
à l'application de la Stratégie de Lisbonne***

***Conférence annuelle de l'ARFE du 20 au 21 octobre 2005  
à Drame, Eurorégion Nestos-Mesta, Grèce***

***Résolution finale***

### **Remarque préalable**

D'après les déclarations du Président Barroso, la Commission continue à souhaiter le développement équitable des trois piliers de la Stratégie de Lisbonne :

- Croissance et emploi
- Cohésion sociale
- Durabilité écologique

Les instruments de ce développement seraient toutefois en cours d'adaptation, dans le but de permettre avant tout un développement économique dynamique, celui-ci étant la condition indispensable au maintien des deux autres piliers que sont la cohésion sociale et la durabilité écologique. C'est de lui que tout dépend financièrement.

Dans le cadre de la discussion sur les futurs moyens pour le budget de l'UE et les priorités se pose **la question fondamentale** suivante :

- Comment la collaboration transfrontalière contribue-t-elle à l'application de la Stratégie de Lisbonne ?

### **Réponse :**

- La collaboration transfrontalière crée de la valeur ajoutée additionnelle.
- Cette valeur ajoutée peut être prouvée.

### **Valeur ajoutée de la collaboration transfrontalière**

La valeur ajoutée européenne, politique, institutionnelle, économique et socioculturelle est expliquée à l'**Annexe 1**.

**La valeur ajoutée spéciale de la collaboration transfrontalière** pour l'application de la Stratégie de Lisbonne est liée au fait que la collaboration transfrontalière crée **toujours une valeur ajoutée aux mesures nationales**, par :

- l'effet additionné des programmes et projets transfrontaliers,
- les effets de synergie dus aux coopérations transfrontalières,
- l'innovation et la recherche communes,
- les réseaux transfrontaliers,
- l'échange de « pratiques d'excellence » et d'expériences,
- les effets induits par l'abolition des obstacles frontaliers,
- une gestion efficace des ressources par-delà les frontières.

### **Preuves de la valeur ajoutée spéciale de la collaboration transfrontalière pour l'application de la Stratégie de Lisbonne :**

- Plans transfrontaliers d'aménagement du territoire et de développement (par ex. en Allemagne (Bavière, Saxe) le long des frontières avec l'Autriche et la République tchèque, en Autriche le long des frontières tchèque, slovaque, hongroise, slovène ; frontière italo-française, frontière germano-polonaise, réserves naturelles maritimes entre la Corse et la Sardaigne) ;
- Réalisation des infrastructures transfrontalières nécessaires (y compris celles maritimes) en tant que condition de départ physique inévitable de la coopération transfrontalière, également par rapport à la réalisation de la croissance et de l'emploi (par ex. Espagne/ France, Suède/ Finlande/ Norvège, zone alpine, frontières extérieures UE etc.) ;
- croissance additionnelle et développement économique en complément à la croissance et au développement nationaux (par ex. Irlande/ Irlande du Nord ; Allemagne/ Belgique/ Pays-Bas avec de nouveaux emplois ; frontière hispano-portugaise avec son fonds à capital risque ou la Bulgarie et la Roumanie avec une carte commerciale transfrontalière) ;

- nouvelles relations aux producteurs et fournisseurs par-delà les frontières (par ex. réseau de la chambre de commerce en Grèce du Nord/ Bulgarie et en République tchèque/ Allemagne (Saxe); frontière germano-danoise, frontière franco-allemande ; Rhin Supérieur ; frontière Hongrie-Autriche) ;
- nouvelles possibilités de coopération et de débouchés pour les petites et moyennes entreprises qui travaillent par expérience dans un rayon de 200 km autour de leur site, ce qui correspond normalement à la superficie de la région frontalière voisine (par ex. Grèce du Nord avec un centre des entreprises pour les Balkans et les Etats littoraux de la mer Noire ; Finlande/ Norvège/ Suède avec le *Arctic Investors Network* ; frontière hispano-portugaise avec le forum pour les entrepreneurs) ;
- développement d'un marché du travail transfrontalier avec de nouvelles possibilités d'emploi supplémentaires (par ex. la France et la Suisse avec les paiements compensatoires pour travailleurs frontaliers travaillant en Suisse ; région frontalière franco-allemande le long du Rhin Supérieur ; Öresund avec une stratégie spéciale du marché du travail qui a mené à une augmentation des travailleurs frontaliers de 3.000 à 10.000) ;
- formation professionnelle bilingue transfrontalière (par ex. frontières germano-polonaise, germano-néerlandaise et franco-allemande) ;
- développement et renforcement du transport public des personnes (bus, trains) par-delà les frontières, au bénéfice des citoyens, des navetteurs et des touristes (par ex. frontière germano-autrichienne près de Salzbourg et Allemagne (Bavière/ Saxe)/ République tchèque avec un système de transports publics transfrontalier et des prix du voyage homogènes ; frontière Danemark-Suède avec transport publique conjoint via le pont du Öresund) ;
- concepts et projets touristiques transfrontaliers communs (par ex. lac de Constance, Allemagne (Bavière)/ Autriche, Pologne/ Lituanie avec un centre de service touristique conjoint ; Galice/ Norte avec une carte touristique pour la région frontalière hispano-portugaise ; Tatra à la frontière Pologne/ Slovaquie aux Carpathes ; marketing et publicité conjoints dans le domaine du tourisme en Irlande/ Irlande du Nord ainsi que dans les Pyrénées à la frontière franco- espagnole ; stratégies touristiques conjointes pour le comté de Kent en Grande Bretagne et pour le Nord-Pas-de-Calais);
- de plus grandes zones d'installation potentielle, de part et d'autre de la frontière, pour des activités économiques et des services qui ne deviennent rentables qu'en s'orientant sur le marché transfrontalier ou qui ne pourraient s'installer en région frontalière sans cela (par ex. institut de recherche commun pour de nouvelles méthodes de réhabilitation ou le centre pour des analyses microscopiques et spectroscopiques en EUREGIO à la frontière germano-néerlandaise ; réseau de coopération des universités du Öresund, dans les régions frontalières germano-danoise et Tyrol du Sud (I)/ Tyrol (A)) ;
- meilleure utilisation des investissements publics (stations d'épuration communes à la frontière germano-polonaise ; bibliothèques communes au Rhin Supérieur, en région Saar/Lor/Lux et à la frontière germano-danoise ; coopération des service de la santé entre la Grèce et FYROM, entre l'Espagne et le Portugal et l'Irlande et l'Irlande du Nord) ;
- activité commune de recherche et d'innovation (masse critique) avec effets de synergie supplémentaires (par ex. coopération dans le domaine de la technologie en Extrémadure/ Alentejo ; parc industriel et technologique à la frontière Autriche/ Slovaquie) ;
- effets de synergie et induits additionnels grâce à la coopération entre universités, hautes écoles, instituts de formation, etc. (par ex. coopération des universités de Strasbourg, Bâle, Fribourg et au Rhin Supérieur ou en Lorraine/ Sarre ainsi que des universités en région Frioul-Vénétie-Julienne avec les voisins en Slovaquie et en Autriche) ;

- gestion transfrontalière durable par rapport à la protection environnementale (Extremadure/ Castilla y León/ Portugal, Pyrénées, Allemagne (Bavière)/ Autriche, Autriche/ République tchèque, Pologne/ Ukraine/ Biélorussie, pays baltes/ Russie/ Biélorussie, Belgique/ Pays-Bas/ Allemagne) ;
- coopération transfrontalière comme modèle pour la «nouvelle gouvernance» (partout en Europe, à l'aide des eurorégions et structures similaires pratiquant la subsidiarité et le partenariat, des réseaux etc., malgré les structures, compétences et législations différentes de part et d'autre de la frontière).

**Perspective :** La diversité régionale et les différentes conditions de départ en Europe nécessitent des concepts et des solutions spécifiques des régions, tout particulièrement au sein de la coopération transfrontalière. Pour la coopération transfrontalière il est d'une grande importance que la croissance et l'emploi, la cohésion sociale et la durabilité écologique se retrouvent dans toutes les trois axes de la Stratégie de Lisbonne.

La valeur de la coopération transfrontalière peut également être justifiée financièrement. L'objectif 1 du programme relatif au marché du travail s'élève à environ **€ 5,4 milliards** seulement pour l'Espagne. Cela correspond exactement au montant mis à la disposition **de l'ensemble de la coopération en Europe pour la période de 2000-2006**. A mon avis nous avons accompli un très bon travail avec cet argent-là.

Il serait bien si toutes les autres formes de coopération suivaient l'exemple de la coopération transfrontalière et fourniraient à leur tour la preuve de leur contribution à la Stratégie de Lisbonne.

Drame, le 21 octobre 2005

Lambert van Nistelrooij  
Président

Jens Gabbe  
Secrétaire Général

**Annexe**

**VALEUR AJOUTEE DE LA COOPERATION TRANSFRONTALIERE**

*Association des régions frontalières européennes*

## Valeur ajoutée de la coopération transfrontalière

La **valeur ajoutée européenne** découle du fait qu'à la lumière des expériences passées, les habitants de régions frontalières voisines désirent collaborer afin d'apporter une contribution de valeur à la promotion de la paix, de la liberté, de la sécurité et du respect des droits de l'homme.

La **valeur ajoutée politique** consiste en une contribution substantielle :

- à la construction et à l'intégration européenne ;
- à la connaissance, à l'acceptation et à la compréhension de l'autre, ainsi qu'à la construction de la confiance ;
- à la mise en œuvre de la subsidiarité et du partenariat ;
- au renforcement de la cohésion et de la coopération économique et sociale ;
- à la préparation de la venue de nouveaux États membres ;
- au moyen de fonds européens, à la garantie de la coopération transfrontalière dans le cadre de programmes pluriannuels, ainsi qu'au cofinancement national et régional à long terme.

La **valeur ajoutée institutionnelle** implique :

- la participation active des citoyens, des autorités, des groupes politiques et sociaux de part et d'autre de la frontière ;
- l'obtention de connaissances fiables sur le voisin (autorités régionales, partenaires sociaux, etc.) ;
- une collaboration transfrontalière durable via des structures efficaces :
  - en tant que partenariat actif vertical et horizontal – la base de toute coopération transfrontalière, et ce, en dépit de compétences et de structures différentes ;
  - en tant que bénéficiaire légal de prestations et que partenaire commercial, habilité par contrat à recevoir et à administrer des fonds ;
- la conception, la réalisation et le financement en commun de programmes et de projets transfrontaliers.

Au niveau européen, l'expérience nous enseigne que des programmes et des projets développés en commun sont mis en œuvre et réalisés de manière vraiment efficace quand les partenaires locaux et régionaux interviennent de façon prépondérante dans le processus.

La **valeur ajoutée socio-économique** se manifeste dans les régions frontalières concernées, de diverses manières, il est vrai, par :

- la mobilisation du potentiel endogène, au moyen du renforcement des niveaux local et régional en tant que partenaires et moteurs de la coopération transfrontalière ;
- la participation d'acteurs économiques et sociaux (chambres de commerce, associations, entreprises, syndicats, institutions socioculturelles, associations de protection de l'environnement et agences de tourisme) ;
- l'ouverture du marché du travail et l'harmonisation des qualifications professionnelles ;
- **un développement additionnel, p. ex. dans les domaines de l'infrastructure, des transports, du tourisme, de l'environnement, des affaires culturelles, de la recherche, de la coopération entre PME, ainsi que la création d'emplois supplémentaires dans ces secteurs ;**
- des améliorations durables en matière d'aménagement du territoire et de politique régionale (y compris la politique environnementale) ;
- l'amélioration de l'infrastructure transfrontalière de transports.

La **valeur ajoutée socioculturelle** se manifeste par :

- des améliorations répétées et à long terme des connaissances concernant la situation géographique, structurelle, économique, socioculturelle et historique d'une région transfrontalière (y compris avec l'aide des médias) ;

- la vision d'ensemble d'une région transfrontalière au moyen de représentations cartographiques, d'expositions, de matériel didactique, etc. ;
- la mise sur pied d'un cercle d'experts engagés (multiplicateurs): églises, écoles, institutions éducatives pour jeunes et pour adultes, monuments historiques, associations culturelles, bibliothèques, musées, etc. ;
- l'équivalence de statut et la connaissance approfondie de la langue ou du dialecte du pays voisin, en tant que partie constitutive d'un développement régional transfrontalier et que condition indispensable de la communication.

C'est de cette façon que la coopération transfrontalière deviendra la pierre angulaire du développement régional. Ce n'est que via la coopération socioculturelle qu'émergera un espace transfrontalier fonctionnel propre à accueillir l'économie, le commerce et les services.

\*\*\*\*\*  
\*\*\*\*\*